

15 décembre 2009 - numéro 5

les adhérents du Comité 21 en direct de Copenhague

Pendant cette quinzaine, le Comité 21 a souhaité relayer les initiatives de ses adhérents en direct de Copenhague : billet d'humeur, vidéo, bulletin d'information, article de presse, blog ... N'hésitez pas à nous faire part de vos initiatives !



Serge Orru
directeur général du WWF France

Ici OPENHAGUEN, le port de l'espoir ou les négociations sont âpres et complexes !

Les pays Africains reprochent à la présidence danoise de la COP 15 de vouloir abandonner les objectifs contraignants du protocole de Kyoto. Les pays les plus vulnérables ne veulent pas se laisser faire et ils ont diablement raison. Il faut aider les pays émergents à s'adapter face au réchauffement climatique. Ici au Bela Center, le centre des négociations, est une ruche où des milliers de militants, des représentants des Etats et des entreprises espèrent un accord en tentant de faire valoir les intérêts de chacun ... Et n'oublions pas les liens étroits entre les américains et la présidence danoise. Donc, il est normal que cela bloque. Un conseil européen extraordinaire devrait avoir lieu dans la nuit du 18 au 19 décembre 2009. Espérons que le réchauffement des consciences va survenir ici au pays des vikings pour surmonter le péril climatique.

Il fait un temps de Père Noël sans son manteau blanc.

Brrrr !!!

Ici Copenhague au 21^{ème} siècle, à vous le comite 21.

Amitiés scandinaves

[Ultimatum climatique](#)



Benoît Faraco,
coordinateur changements climatiques et énergie
Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

mardi 15 décembre

La vidéo du jour

Si vous voulez quelques images de ce qui se passe ici, de la queue, de la tension qui devient palpable dans les salles de conférence.

http://www.youtube.com/watch?v=6_JgN_be5g8

La bonne nouvelle du jour

Pour la première fois, pas de bonne nouvelle du jour. Des espoirs sur certains points peut-être, mais pas grand chose de positif à se mettre sous la dent. Sur notre histoire de forêts européennes, nous avons reçu l'assurance de la France que grâce au travail de la semaine dernière, un certain nombre de pays européens se sont mis en mouvement et semblent rejoindre la position française. De l'espoir donc, mais tout reste à confirmer. De même, on attend beaucoup de la rencontre à Paris entre Meles Zenaoui et Nicolas Sarkozy, qui pourrait permettre d'avancer sur les populations les plus vulnérables. Celle-ci se tient à Paris aujourd'hui, et précède une réunion demain entre la France et les pays africains forestiers pour parler de lutte contre la déforestation. Espérons que Paris nous enverra de bonnes nouvelles, et surtout que cela permettra d'avancer dans ces négociations. Car pour l'instant, les liens entre les déclarations des Etats et la négociation ne sont pas clairs !

La mauvaise nouvelle du jour

Plus d'accréditation ! Hier, la queue devant le Bella Center était impressionnante. Visiblement, l'ONU est débordée par la situation. Plus de 35 000 personnes accréditées, pour moins de 15 000 places dans le Bella Center. Résultat des courses : les accréditations sont fermées, et ceux qui ont déjà leur fameux sésame ne peuvent pas rentrer dans le centre de conférence. Pour l'instant, je n'ai pas de problème pour suivre les négociations, mais les restrictions vont se durcir. On parle de seulement 90 personnes des ONG autorisées vendredi avec les chefs d'Etats. C'est scandaleux, quand on sait l'apport des ONG environnemental dans ce processus depuis plus de 10 ans ! Certaines personnes ont attendues plus de 9 heures dans le froid, sans pouvoir finalement rentrer.



Le dessin du jour

Les dessinateurs du WWF se sont installés au centre du Bella Center. Voici une de leur production

A quatre jours de la fin des négociations, la seule solution pour Tuvalu serait peut-être celle-là.

La mobilisation du jour

Nous sommes avec l'Afrique, affirment certaines ONG dans le centre de négociations au moment où tout se tend.

Les offs de Copenhague



L'Afrique a rapidement claqué la porte des négociations hier en fin de matinée, mettant à exécution la menace proférée à Barcelone il y a un mois ! En raison de trop faibles progrès sur les engagements pris par les pays industrialisés, l'Afrique a demandé une suspension de séance. Après de longues heures de pourparlers les négociations ont repris sur ce point au niveau des ministres de l'environnement. Il est temps, car ce sujet est discuté depuis quatre ans, et n'a fait aucun progrès. Après des négociations qui se sont terminées très tard dans la nuit, (mais cela n'a pas permis de progrès substantiels), l'ensemble des textes en parallèle comportent de nombreux crochets, qui sont le signe des désaccords. A l'occasion d'une pause hier soir, un délégué nous rappelait "Il y a 400 crochets sur un texte de 15 pages, et

on n'a pas commencé à négocier". Or l'objectif des Danois est de finaliser les textes pour mercredi soir, pour que les chefs d'Etats prennent des dernières décisions, avant la validation de l'accord final vendredi. Un calendrier qui sera difficile à tenir.

Ma soirée

Les soirées commencent à toutes se ressembler. On ne quitte pas le centre de conférence avant 22h00. Les gros réseaux d'ONG organisent des tours de garde. Certains vont dormir, tandis que d'autres restent dans le centre de négociations. Mais on suit de près les négociations de couloirs. Ce qui occupe les ONG, c'est la question de l'accès au centre de conférence. Pour l'instant, l'organisation logistique est très décevante. Certains collègues restent à l'extérieur du Centre. D'autres se demandent s'ils ne vont pas faire leurs bagages !

Retrouvez la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme à Copenhague :

[Blog quotidien de Benoît Faraco sur le site du nouvel obs](#)

[Site de la Fondation Nicolas Hulot sur le Copenhague](#)



Consumers International* Blog pour la CLCV

mardi 15 décembre

Chaos at the entrance to the Bella Centre has all day been an obstacle to the NGO observers' participation in the COP15 negotiations.

The CI delegation was also affected by the problems so only few managed to get in. In spite of four hours waiting time in the biting cold our newly arrived colleagues from Brussels didn't manage to get an entry pass – they will try their luck again first thing tomorrow morning. During this week the NGO chances of participating will be further curbed as the some 130 Heads of State arrive.

There is now growing concern about whether results can actually be achieved, and a group of African countries demonstrated their dissatisfaction by boycotting the official negotiations and only participating in informal meetings. The reason is the rich countries' very sparse promises so far to fund the initiatives needed to alleviate the effects of global warming. There are also demands for larger compensation for the deforestation which in itself is responsible for a large share of the carbon increase in the atmosphere.

Everybody is anxiously waiting to see whether the Danish presidency can get negotiations moving again. In the inner city there is a massive force of police and a series of demonstrations with quite a lot of arrests. It is expected that the current negotiation situation may increase the dissatisfaction among the protesters.

Consumers International, together with the Danish Consumer Council, hosted a well-attended discussion meeting in Copenhagen on Monday. The theme was climate change and the labelling of products, in particular food products. The key question is whether labelling of products may make it easier for consumers to make climate-friendly choices and, if so, what form of labelling is needed. Many labelling schemes breed confusion rather than providing guidance, e.g. it's uncertain whether consumers can make use of information that a bag of crisps is associated with 75 g of carbon emissions. Is that much or little? And what is the climate-friendly alternative? Whether you choose to label or to use legislation or taxes to promote climate-friendly choices, there is a need to know the products' carbon footprint, and a need for consensus on a calculation method.

Speaking at the discussion CI Director of Operations, Bjarne Pedersen, pointed out that the consumer focus should be on housing, food and transport, which overall account for the largest share of consumers' climate impact, and where consumers actually have the option to choose other strategies – as long as governments and business provide the right framework.

In relation to food there was a prolonged discussion about whether local food is preferable. The message however is that transport only accounts for an average of 15 % of food related carbon emissions. In the holistic perspective it is often more desirable to produce food where the natural conditions are best suited, instead of, for instance, producing tomatoes in heated greenhouses. But choosing food of the season is also a good strategy for individual consumers.

In order for consumers to be able to make climate-friendly choices in relation to housing and transport there is very much a need for overall efforts to improve public transport systems and for increased requirements for buildings.

More on CI's approach to product carbon footprinting and labelling.

**Organisations de consommateurs au plan mondial (220 organisations de consommateurs membres de Consumers International, présentes dans 113 pays)*

Pour en savoir plus : <http://consumersinternational.blogspot.com>
CLCV



Stefano Bonelli, expert climat chez EcoAct

lundi 14 décembre

C'est la désorganisation à Copenhague : les files d'attente se font longues devant le Bella Center alors que la deuxième vague de participants arrive aux portes du centre où se déroulent les négociations internationales sur le climat. Quoiqu'accrédités en amont, de très nombreux représentants d'ONG et d'associations souffrent dans le froid pendant des heures en attendant de pouvoir rentrer dans le saint des saints. Et cet état de fait risque de s'aggraver avec une restriction annoncée des accès demain 15 décembre.

Pendant ce temps, côté négociations sur le climat, « ça chauffe ».

Deux propositions de texte différentes circulent :

- l'une représente une continuation du Protocole de Kyoto, avec des objectifs plus ambitieux, soutenue notamment par la Chine, qui ne souhaite pas encore s'engager sur des réductions contraignantes, mais seulement sur un plan d'actions volontaires ;
- l'autre serait un tout nouveau texte, soutenu notamment par les Etats-Unis.

Les deux textes ont néanmoins des points en commun ; aussi, afin de concilier ces positions, demain le président danois, M. Rasmussen, sera au Bella Center pour vraisemblablement présenter un texte de compromis.

La situation reste assez floue, et tout peut encore avoir lieu en termes d'accord comme de désaccord. La frénésie des négociations est palpable, alors que les pays africains avaient temporairement quitté les négociations pour manifester leur désaccord sur les projets de textes.

Les groupes de pression et mouvements de la société civile, qui poussent pour un accord contraignant et rapide, sont de plus en plus nombreux, que ce soit dans la ville ou au Bella Center à proprement parler.

Enfin, la compensation carbone semble avoir un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre du financement des « technologies vertes » et pour favoriser le transfert de technologies vers les pays du Sud, plus vulnérables tant économiquement que vis-à-vis du changement climatique.

[Pour en savoir plus](#)



CARE à propos du sommet de l'UE à Bruxelles : des vieux sous dans des pots neufs ?

11 décembre 2009

« CARE exprime sa déception devant le plan de financement avancé ce jour par l'Union Européenne (UE). En effet, l'investissement à court terme proposé n'est ni nouveau ni complémentaire à l'aide déjà en place pour le développement. Nous avons grand espoir que l'UE mènerait les débats à Copenhague. En fait, tout ce que nous voyons pour l'instant est un agglomérat de fonds anciens et nouveaux, sans clarté aucune quant à l'origine de ces fonds », affirme Sharon Moynihan, spécialiste politique de CARE sur l'UE. « Il y a un manque de transparence et nous craignons que cet argent soit pris directement dans le budget de la solidarité. Il n'est pas juste de prendre l'argent prévu pour les écoles et les hôpitaux des pays pauvres pour payer la facture climatique, dont les pays européens sont en grande part responsable. »

Aujourd'hui, l'UE s'est engagée à investir 7,2 milliards d'Euros pour financer la lutte contre le changement climatique sur le court terme. « Ce sur quoi l'UE s'est engagée aujourd'hui ne s'applique que sur le court terme. Ceci ne doit toutefois pas être considéré comme un succès. CARE souhaite qu'un montant concret soit alloué par l'UE pour lutter contre le changement climatique à long terme. Ce financement sur le long terme doit faire partie de l'accord de Copenhague », ajoute Sharon Moynihan. CARE travaille avec les populations vulnérables dans le monde entier. « Notre plus grande préoccupation est que le financement de la lutte contre le changement climatique parvienne à ceux qui en ont le plus besoin. A l'heure où un accord sur le changement climatique est en train d'être décidé ici à Copenhague, les dirigeants du monde doivent penser en priorité aux populations vulnérables et aux plus démunis », conclut Sharon Moynihan.

Pour en savoir plus :

[CARE France](#)
[CARE international](#)



Alain Rousset
président de la Région Aquitaine
président de l'association des Régions de France

est présent à Copenhague les 15 et 16 décembre 2009 et participe à trois événements :

- Un échange entre présidents de régions françaises autour de la position de l'Association des Régions de France sur la conférence de Copenhague : les régions de France tiennent à souligner que la lutte contre le réchauffement global et le changement climatique doit être articulée avec la réduction des inégalités planétaires, la protection des ressources naturelles et de l'environnement, et doit viser l'amélioration de la qualité de vie de tous. Elles affirment en conséquence la volonté d'inscrire leur action dans une politique globale de développement durable conjuguant efficacité pour répondre aux besoins de l'humanité, renforcement des solidarités, respect de l'environnement et exigence démocratique.

RDV mardi 15 décembre à 14h15 au Café Frk. Barners Kaelder. Adresse : Helgolandsgade 8A

- Le lancement, en compagnie de Lino Zacinelli, ministre en charge de l'environnement de la région Emilie-Romagne (Italie), d'une association internationale réunissant les régions du monde soucieuses d'agir en faveur de la valorisation des forêts, pour lutter contre l'effet de serre. Bien conscient du rôle clef que jouent les régions dans ce combat, le président de la région Aquitaine appellera ses homologues du monde entier à rejoindre cette association, alors que plusieurs ont déjà donné leur accord.

RDV mardi 15 décembre 2009 à 17h45 au Bar de l'Hôtel d'Angleterre. Adresse : Kongens Nytorv 34. Metro : Kongens Nytorv

- Alain Rousset visitera l'écoparc de Kalundborg, qui est la référence mondiale en termes d'économie circulaire et d'écologie industrielle. Kalundborg est une des principales zones industrielles du Danemark. Composée de 9 sites, dont les plus importantes raffineries et centrales thermiques du pays. Elle est depuis plus d'une décennie montrée en exemple comme modèle de coopération écologique et économique. L'économie circulaire va devenir un enjeu majeur à court terme en raison de : l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie ; la hausse constante du coût des déchets, et la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

RDV mercredi 16 décembre 2009 à 10h à Kalundborg.



Comité 21
132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France
Tél. 01 55 34 75 21 - Fax 01 55 34 75 20
comite21@comite21.org
www.comite21.org
www.agenda21france.org